

# Italie : peine allégée pour le maire qui aidait des migrants

Domenico Lucano, ancien élu de Riace, petite ville de Calabre, a vu l'essentiel des charges contre lui être abandonnées

ROME - correspondance

**P**ar un cri de victoire et des embrassades avec ses proches, Domenico Lucano, dit « Mimmo », a célébré l'arrêt de la cour d'appel de Reggio de Calabre, mercredi 11 octobre. Les juges lui ont en effet notifié qu'il n'était plus « que » condamné à dix-huit mois de prison avec sursis, en dépit des réquisitions du procureur.

Ancien maire de Riace de 2004 à 2018, petite ville d'à peine 2000 âmes perchée sur les collines calabraises, Mimmo Lucano avait été condamné en première instance, en 2021, à une lourde peine : plus de treize ans de réclusion pour « association de malfaiteurs aux fins d'immigration irrégulière », « pratiques frauduleuses » et « détournements de biens publics ». « Justice a été rendue à un homme qui a toujours travaillé dans le seul et unique intérêt du bien commun et de la défense des plus faibles », ont réagi les deux avocats de l'ancien élu, à la sortie de la cour d'appel.

« Il s'agissait d'un procès politique, les charges pesant sur lui étaient excessives », souligne Gianfranco Schiavone, président du Consortium italien de solidarité (ICS), une plate-forme qui dispense de l'aide juridique aux demandeurs d'asile. *Cet épisode restera comme une page sombre de la justice italienne, celle où l'on a cherché à démolir un homme et un modèle d'accueil.* Car derrière le maire de Riace, c'est bien l'intégration des migrants qui était mise en cause.

## Cible de Matteo Salvini

En 1998, Mimmo Lucano accueille pour la première fois des Kurdes échoués sur une plage voisine, et ne s'arrêtera plus de porter secours aux migrants. En vingt ans, il va faire de Riace une commune connue dans le monde entier pour son accueil inconditionnel. Des dizaines d'exilés, venus de Somalie, de Tunisie, d'Afghanistan, trouvent refuge dans la bourgade. Une coopérative sociale est créée, tout comme

des boutiques. L'école du village rouvre et fait cohabiter petits Calabrais et migrants.

Le « modèle Riace », perçu comme un modèle d'intégration vertueux par le travail permettant, aussi, d'enrayer le déclin d'une Calabre qui se vide, est vanté dans de nombreux pays. En 2016, le magazine américain *Fortune* classe l'édile au 40<sup>e</sup> rang des personnes les plus influentes de la planète. La même année, le pape François lui envoie une lettre dans laquelle il exprime son soutien à ses initiatives en faveur des migrants. Mimmo Lucano

**En 2021, l'édile avait été condamné, en première instance, à plus de treize ans de réclusion**

sera réélu deux fois, jusqu'à son arrestation en 2018. On lui reproche notamment d'avoir confié de façon frauduleuse à des coopératives de migrants la gestion des déchets publics.

Le tribunal de Locri (Calabre) l'accuse de surcroît « d'avoir instrumentalisé le système public d'accueil à des fins d'image publique ». A l'époque, le chef de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini, au ministère de l'intérieur, n'hésite pas à traiter de « zéro » le maire qui devient l'une de ses cibles favorites. Peu après la condamnation de ce dernier en 2021, le leader populiste, aujourd'hui vice-président du conseil, ironisait encore : « Si le maire champion de la bonté et de l'accueil a été condamné, alors je me sens moins seul. » Il faisait alors allusion à son propre procès pour « séquestration de migrants » devant le tribunal de Palerme, après avoir refusé le débarquement de 147 personnes en 2019.

« Cette sentence arrive à un moment très important. Riace a montré que (...) l'immigration n'est pas

un problème d'ordre public et "d'invasion", mais l'inverse », s'est réjoui, mercredi, Mimmo Lucano, peu après l'énoncé du verdict. A Riace, la lecture du jugement de la cour d'appel a été suivie avec soulagement par ses proches. « La journée a été marquée par des larmes de joie, on a eu du mal à croire que le cauchemar était fini », témoigne Carla Kirsten Müller, une Berlinoise venue rejoindre le combat de l'édile et installée dans le village depuis 2018.

Au-delà de son ancien maire, le « modèle Riace » revient ainsi dans le débat public italien alors que le gouvernement d'extrême droite de Giorgia Meloni veut maintenir une ligne ferme sur la question migratoire, en criminalisant notamment les ONG de sauvetage de migrants ou en durcissant les conditions d'accès des demandes d'asile. Aucun ministre n'a commenté le verdict du tribunal de Reggio de Calabre. Cette fois, Matteo Salvini est resté silencieux. ■

OLIVIER BONNEL